

## COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 23 JANVIER 2014

**Nombre de Conseillers : 17**

**Présents : 13 (12 pour les points n°1,2,18)**

**Pouvoir : 1**

L'an deux mille quatorze et le vingt-trois janvier, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel, Maire.

**PRESENTS : UVERNET Gabriel, Maire, GARCIA Eric, LEBORGNE Sylvie, WEISS Elisabeth, BERGEZ Danielle, Adjoints; MARTIN Alain, PELLERIN Annick, LAMBERT CONSTANT Eliane, LACREUSE Brigitte, BESSONE Eric, DOTTA Stéphane, BUISINE Serge, HILY Guy.**

**Absents et excusés :**

**EGENSCHWILLER Sabine, (pouvoir à Annick PELLERIN)**

**MATI Chantal,**

**GIROUD Patrick,**

**FILERI Grégory.**

*(Pour le point n°1 : LACREUSE Brigitte, pour les points n°2,18 : BESSONE Eric).*

**Désignation du secrétaire de séance :** M. HILY Guy

**Lecture du compte rendu :** Adopté sans observations.

**Lecture des décisions :**

- Contentieux Préfecture du Var c/ Commune du Thoronet et désignation Maître PARISI pour la procédure initiée devant le Tribunal Administratif de Toulon.
- Déclaration sans suite du Marché Public 013/S02, Vidéoprotection urbaine.

M. Le Maire retire le point n°3 « Comité de secteur et mise œuvre ».

### **1. ADMISSION EN NON-VALEUR DES TAXES D'URBANISME.**

Monsieur GARCIA, Adjoint délégué aux finances et à la jeunesse, expose aux membres de l'assemblée délibérante que Monsieur le Directeur Départemental des Finances publiques a fait parvenir un état des sommes irrécouvrables au titre de la taxe locale d'équipement.

Conformément à la législation en vigueur, il appartient au Conseil Municipal d'accepter des demandes d'admission en non-valeur de certains titres de recettes

pouvant se révéler être irrécouvrables, en raison soit de l'insolvabilité du débiteur, soit de la caducité de la créance, soit de la disparition du débiteur.

OBJET	DATE	MONTANT	MOTIF DE LA DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR
Taxe locale d'équipement	2002	3413€	Personne décédée et recherches infructueuses pour héritier.
	2007	692€	Poursuites infructueuses pour cause de dossier du surendettement

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : D'accepter l'admission en non-valeur de ces deux états présentés ci dessus.

**ARTICLE SECOND** : De demander l'inscription des sommes nécessaires au BP 2014, compte 654.

**Adopté à l'unanimité**

*Monsieur Eric BESSONE quitte la salle à 18h18.*

**2. CESSION PARCELLES AW 41, 42 ET 43 AU PROFIT DE LA SCA LA GUILDE DES VIGNERONS.**

*Arrivée de Madame Brigitte LACREUSE à 18h22.*

**Vu** le Code général des collectivités territoriales notamment l'article L 2241-1,

**Vu** le Code général de la propriété des personnes publiques,

**Considérant** la saisine du service France Domaine pour l'estimation des biens AW 41,42 et 43 le 19 décembre 2013,

**Considérant** la demande d'information complémentaire du service France Domaine le 16 janvier 2014,

**Considérant** la réponse du service France Domaine le 22 janvier 2014 estimant le bien à 110000€,

Monsieur le Maire rappelle aux membres de l'assemblée délibérante qu'il a été envisagé par la municipalité la cession des parcelles AW 41,42 et 43 (selon plan ci-joint) au profit de la SCA la Guilde des Vignerons.

Ce projet révèle un double intérêt. Il s'agit tout d'abord de déplacer la Maison des jeunes, jusqu'alors aux abords de la départementale, source de dangerosité, dans un lieu plus approprié pour la jeunesse thoronéenne, soit l'implantation à proximité des équipements sportifs de qualité de la Commune. La construction nouvelle sera d'une surface plus importante.

Il s'agit en outre, de permettre l'extension de la cave coopérative aujourd'hui, un des emblèmes économiques et patrimonial du Thoronet. Cette valorisation de l'espace de vente sera un atout pour l'attrait du village.

M. le MAIRE considère que le montant déterminé par France domaine correspond au marché actuel, en outre aucun développement municipal n'est prévu pour ce terrain.

M. Alain MARTIN souhaiterait pouvoir négocier le prix et remettre en état la balance communale.

M. le MAIRE lui confirme qu'il est impératif, de par la réglementation en vigueur, de se conformer à l'avis de France Domaine, service de l'Etat.

En outre, le projet présenté par la SCA guilde des vignerons prévoit la valorisation de cet équipement qui ne sert en aucune manière à la Commune.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

#### **DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : De céder les parcelles AW 41,42 et 43 conformément au plan ci-joint au profit de la SCA la Guilde des Vignerons pour un montant de 110 000 €,

**ARTICLE SECOND** : De charger Monsieur le Maire de réaliser l'ensemble des formalités induites pour la mise en œuvre de la présente délibération.

#### **Adopté à l'unanimité**

*Monsieur Eric BESSONE réintègre la salle à 18h30.*

### **3. MODIFICATION DE LA DELIBERATION DU 25/06/2012 PORTANT SUR LA PARTICIPATION A L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF (P.A.C.).**

**Considérant** la délibération du 25/06/2012 portant sur la Participation à l'Assainissement Collectif (P.A.C.),

**Considérant** qu'il convient de modifier le fait générateur de l'exigibilité de la P.A.C. pour l'extension de logements dans une construction existante raccordée,

M. le Maire explique que des pétitionnaires se sont vus demander le paiement de la Participation à l'Assainissement Collectif, dès le dépôt du permis de construire ou de la déclaration préalable, alors même que par la suite ils n'ont pas réalisé les dits travaux et se sont rétractés, il convient donc de remédier à cet état de fait.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

### **DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : De modifier la délibération du 25/06/2012 portant sur la Participation à l'Assainissement Collectif (P.A.C.),

**ARTICLE SECOND** : De fixer désormais les tarifs de la Participation à l'Assainissement Collectif comme ci-dessous :

<b>CALCUL DE LA P.A.C.</b>	
<b>Pour logement d'habitation en construction nouvelle</b>	<p><u>Logement individuel</u> : 3500 €</p> <p><u>Logement collectif</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de 2 à 5 logements : 2000 € /logement</li> <li>- de 6 à 10 logements : 1500 € /logement</li> <li>- de 11 à 30 logements : 1250 € /logement</li> </ul>
<b>Pour logement d'habitation déjà existant</b>	<p><u>Logement individuel raccordé ou raccordable au réseau Assainissement collectif (A.C.)</u>, équipé d'un assainissement non collectif : Pas de P.A.C.</p> <p><u>Création de logements supplémentaires dans une construction existante raccordée au réseau A.C.</u>: 1700 € /logement supplémentaire.</p> <p><u>Extension de logement d'une construction existante raccordée (sans création de logement supplémentaire)</u>: 500 € par tranche de 30 m<sup>2</sup> de surface de plancher créée.</p>
<b>Hébergement hôtelier</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 à 5 chambres : 2000 € /chambre</li> <li>- 6 à 10 chambres : 1500 € /chambre</li> <li>- 11 à 20 chambres : 1200€ /chambre</li> <li>- plus de 20 chambres : 1000 € /chambre</li> </ul>
<b>Pour construction à usage d'activités</b>	Forfait 3500 € jusqu'à 300 m <sup>2</sup> puis 10 € /m <sup>2</sup> au delà de 300 m <sup>2</sup>

<b>FAIT GENERATEUR DE PAIEMENT DE LA P.A.C</b>	
<b>Pour les constructions nouvelles</b>	Raccordement à l'égout
<b>Pour extension logement dans une construction existante raccordée</b>	Constat de l'agent assermenté d'urbanisme de l'extension du dit logement.
<b>Pour création de logements supplémentaires dans une construction existante raccordée</b>	Constat de l'agent assermenté d'urbanisme pour la création de logements ou locaux sans modification des volumes extérieurs.

**Adopté à l'unanimité**

#### **4. CONSTITUTION AVENANT CONTRAT ENFANCE JEUNESSE ET C.A.F.**

Monsieur GARCIA, Adjoint délégué aux finances et à la jeunesse, expose aux membres de l'assemblée délibérante qu'un Contrat Enfance Jeunesse a été établi le 29/10/2010, auprès de la Caisse d'Allocations Familiales.

**Considérant** l'ouverture de la structure de la micro-crèche du Thoronet « Leï Calinou », il convient d'entériner l'adjonction de cet équipement par un avenant.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : De conclure l'avenant, volet enfance, avec la Caisse d'Allocations Familiales suite à l'ouverture de la micro-crèche « Leï Calinou ».

**ARTICLE SECOND** : D'autoriser le Maire à réaliser l'ensemble des formalités induites par la présente décision.

**Adopté à l'unanimité**

#### **5. TAXE D'HABITATION ET ABATTEMENT SPECIAL A LA BASE EN FAVEUR DES PERSONNES HANDICAPEES OU INVALIDES.**

Le Maire expose les dispositions de l'article 1411 II. 3bis. du code général des impôts permettant au conseil municipal d'instituer un abattement spécial à la base de 10 % de la valeur locative moyenne des habitations en faveur des personnes handicapées ou invalides.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : D'instituer l'abattement spécial à la base de 10 % en faveur des personnes handicapées ou invalides.

**ARTICLE SECOND** : Charge Monsieur le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

**Adopté à l'unanimité**

**6. CONVENTION DE PARTAGE DE L'INFORMATION ENTRE LES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE DU VAR ET LA COMMUNE.**

Madame Sylvie LEBORGNE, Adjointe déléguée aux affaires scolaires et au tourisme, expose aux membres de l'assemblée délibérante que l'article 12 de la loi du 05/03/2007 pose le principe que les établissements d'enseignement concourent à l'éducation, à la responsabilité civique et participent à la prévention de la délinquance.

Ainsi, il est proposé aux Communes d'établir une convention d'échange de l'information ; le Maire serait alors informé par le Directeur académique, outre le défaut d'assiduité des enfants, des décisions d'exclusion.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : De décider la constitution de la convention de partenariat portant partage de l'information entre la direction des services départementaux de l'Education Nationale du Var et la Commune.

**ARTICLE SECOND** : D'autoriser le Maire à signer la dite convention et à réaliser l'ensemble des formalités induites par la présente décision.

**Adopté à l'unanimité**

**7. APPROBATION AMENAGEMENT DE LA FORET COMMUNALE DU THORONET ET ONF.**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal de la commune du Thoronet du contenu du document d'aménagement de la forêt communale du Thoronet pour la période 2014-2028 que l'Office National des Forêts (O.N.F.) a élaboré en concertation avec lui.

Il lui précise que l'ONF lui proposera chaque année un programme de travaux et un programme de coupes conformes à cet aménagement. Seulement alors, il décidera de la programmation effective ou du report des travaux proposés, en fonction notamment de ses possibilités budgétaires.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : De donner mandat à l'Office National des Forêts pour demander, en son nom, l'application des dispositions des articles L 122-7 et L 122-8 du code forestier pour cet aménagement au titre des législations mentionnées à l'article L 122-8, dont notamment Natura 2000, afin de dispenser les opérations d'exploitation et les travaux qu'il comporte des formalités prévues par ces législations.

**ARTICLE SECOND** : De charger l'ONF d'élaborer le document technique destiné à la consultation du public, conformément aux dispositions des articles D212-6 et D212-1 2° du Code Forestier et de le transmettre aux services de l'Etat, en vue de sa mise à disposition sur les sites internet de la préfecture de Toulon ou de la sous-préfecture de Draguignan.

**Adopté à l'unanimité**

<b>8. <u>CONVENTION D'ASSISTANCE TECHNIQUE DES RESEAUX DE COMMUNICATION ET SYMIELECVAR</u></b>
--

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant** la nécessité de favoriser les actions de connaissance des réseaux qui occupent le domaine public communal, et notamment des réseaux des opérateurs de communications électroniques,

**Considérant** que ces actions de connaissance des réseaux vont permettre à la Commune de mieux maîtriser et contrôler les montants dus par les opérateurs de communications électroniques au titre de l'occupation de leur domaine public (RODP),

**Considérant** le constat de l'insuffisance du paiement de la RODP due par certains opérateurs de réseaux de communications électroniques.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : D'adhérer à la mission d'assistance technique du SYMIELECVAR pour le contrôle de la RODP.

**ARTICLE SECOND** : D'approuver le projet de convention d'assistance technique du SYMIELECVAR à la prise de connaissance des réseaux de communications électroniques occupant le domaine public et à l'établissement des montants de RODP correspondants.

**ARTICLE TROISIEME** : D'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention avec le SYMIELECVAR.

**ARTICLE QUATRIEME** : De donner délégation à Monsieur le Maire pour mener toutes les actions et signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette convention d'assistance.

**Adopté à l'unanimité**

## **9. VENTE DE L'OUVRAGE « LE THORONET »**

**Vu** le code général des collectivités territoriales.

**Vu** la délibération du 06/12/2004 portant « fixation des tarifs de vente d'ouvrages historiques édités et mis en vente par la Commune »,

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal la publication, en 2002, d'un ouvrage intitulé « Le Thoronet », présentant les lieux qui symbolisent le territoire de la Commune, son village, ses hameaux et son paysage.

En 2004, l'assemblée délibérante d'alors avait déterminé un prix de vente à 15 € l'unité, une régie de recettes ayant été créée pour l'occasion.

**Considérant** les frais induits par le fonctionnement de cette régie et le nombre très limité d'ouvrages vendus, il a été prescrit la fin de la régie de recettes le 01/01/2008.

**Considérant** désormais les demandes nombreuses d'administrés souhaitant obtenir un ou plusieurs exemplaires, il convient de déterminer un prix de vente révisé, payé par tout acquéreur, directement auprès du Trésor public.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : La vente de l'ouvrage « Le Thoronet » (imprimerie Hémisud).

**ARTICLE SECOND** : De fixer le tarif applicable par livre à 10 € T.T.C.

**ARTICLE TROISIEME** : D'autoriser Monsieur le Maire à offrir l'ouvrage « Le Thoronet », dans le cadre de célébration de mariages, manifestations, inaugurations, mise à l'honneur de récipiendaires par la remise de la médaille du Thoronet.

**Adopté à la majorité**

*(Pour 5 € : Gabriel UVERNET, Danielle BERGEZ, Eliane LAMBERT CONSTANT,  
Eric BESSONE, Stéphane DOTTA,  
Pour 7€ : Serge BUISINE,  
Pour 9 € : Sylvie LEBORGNE).*



## **10. DEMANDE DE D.E.T.R. 2014**

Monsieur le Maire expose aux membres de l'assemblée délibérante que la Commune connaît une forte croissance de sa population, notamment par la venue des jeunes couples avec des enfants.

L'école Lucie Aubrac s'est agrandie et la cantine a atteint prochainement sa capacité maximale d'accueil.

Aujourd'hui pour répondre à cet état de fait et permettre aux jeunes thoronéens de pouvoir prendre des repas dans de bonnes conditions, la commune prévoit la création d'un self-service.

Le self-service permettra aux enfants l'apprentissage des repères et des choix alimentaires, ainsi que de se servir « comme des grands ».

Il leur permettra aussi d'acquérir une notion du tri sélectif, ceci afin de poursuivre la formation faite dans le courant de leur scolarité.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève à 63 520.00 € H.T.

Monsieur le Maire propose le plan de financement du projet comme suivant :

Subvention D.E.T.R. 2014	80 %	50 816 euros
Autofinancement	20 %	12 704 euros
<b>Total du budget prévisionnel de l'opération</b>	<b>100 %</b>	<b>63 520 euros</b>

Monsieur le Maire s'engage à prendre en charge, le cas échéant, la différence entre le taux maximum de subvention sollicité au titre de la D.E.T.R. et le taux réellement attribué.

M. le MAIRE rappelle que ce projet a été initié et développé par Mme Sylvie LEBORGNE, Adjointe déléguée aux écoles, et la Commission école dont Mme Annick PELLERIN et M. Serge BUISINE.

Mme Annick PELLERIN délivre un compte rendu de son déplacement au sein de la Commune de Callas ayant déjà institué le self-service : les enfants, dont les maternelles, sont très fiers de pouvoir se servir et se débrouillent très bien, ils se prennent mieux en charge et cela entre pleinement dans leur apprentissage.

Il faut faire évoluer le service de la cantine du Thoronet, la réalisation d'un self-service permet un gain de temps et le service se fait sans interruption, les plats étant maintenus dans des banques réfrigérées.

Les enfants sont assistés par le personnel de service, il s'agit d'un apprentissage et les enfants seront pleinement autonomes lors de leur entrée au collège.

M. Serge BUISINE informe que les enfants auront le choix entre deux entrées et deux desserts, ils prendront donc ce dont ils ont envie, ce qui créera moins de gâchis et de déchets ; en desservant leur plateau, ils apprendront en outre à faire le tri.

De même, le bruit ambiant sera amenuisé du fait désormais de l'absence d'attente pour être servi ; le dernier aspect positif porte sur un besoin minoré de personnel pour le service notamment à table.

**Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

### **DECIDE**

**ARTICLE PREMIER :** De charger Monsieur Le Maire de procéder aux travaux de création d'un self service à la cantine du Thoronet,

**ARTICLE SECOND :** De charger Monsieur Le Maire de réaliser le dossier de demande de subvention D.E.T.R. 2014 auprès de Monsieur Le Préfet du Var pour un montant de 50 816 €.

### **Adopté à l'unanimité**

#### **11. ACQUISITION PARCELLE BD 657**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Code des Domaines de l'Etat,

**Vu** le décret n°86-455 du 14 mars 1986 modifié,

Monsieur le Maire expose aux membres de l'Assemblée délibérante de la nécessité de procéder à l'agrandissement du chemin rural des Vidals notamment à son entrée depuis la RD 17.

En effet, il convient de modifier l'assiette du chemin rural (jusqu'alors de 3 m) et la porter à 5m de largeur en procédant à l'acquisition de la parcelle BD 657 d'une contenance de 149m<sup>2</sup>, propriété en indivision Fasquel.

Ceci permettra d'améliorer la desserte des habitations et de garantir la sécurité des personnes et des biens, notamment en cas d'incendie.

Cette acquisition revêt un intérêt municipal certain.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

### **DECIDE**

**ARTICLE PREMIER :** De proposer un montant de 8000 euros pour l'acquisition de 149 m<sup>2</sup> de terrain parcelle BD 657.

**ARTICLE SECOND** : De procéder à la signature d'un acte de vente en la forme administrative,

**ARTICLE TROISIEME** : De charger Monsieur Garcia Eric de représenter la Commune du Thoronet pour cette acquisition, conformément à la réglementation en vigueur,

**ARTICLE QUATRIEME** : De charger Monsieur le Maire de procéder à l'ensemble des formalités induites à la présente délibération.

**Adopté à l'unanimité**

**12. RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION CENTRE DE GESTION 83 ET EXAMENS PSYCHOTECHNIQUES.**

Le Centre de Gestion du Var propose aux collectivités et établissements qui en font la demande l'organisation des examens psychotechniques prévues aux articles 3 et 4 du décret 2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des Adjoints Techniques Territoriaux.

- Le marché a été conclu avec STRIATUM FORMATION, le 1<sup>er</sup> janvier 2012, pour une durée de 12 mois, dans la limite d'une durée totale du marché de 4 ans, et sous réserve des crédits disponibles. **Il a été renouvelé pour l'exercice 2014.**
- Pour les collectivités et établissements affiliés qui ont signé la présente convention, les examens psychotechniques sont gratuits à raison de 5 prises en charge annuelles par collectivité.

Monsieur le Maire indique que pour continuer de bénéficier de cette mesure il convient de signer la présente convention.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE** : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention avec le Centre de Gestion du Var.

**Adopté à l'unanimité**

**13. VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2014 – BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT**

Monsieur Eric GARCIA, Adjoint délégué aux finances et à la jeunesse, présente le budget primitif de l'assainissement :

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** la loi 99-1126 du 28/12/1999,

**Considérant** la fiche de calcul du résultat prévisionnel attestée par le comptable,

Après examen du projet de budget primitif 2014,

M. le MAIRE rappelle que la station d'épuration date de 1995, les Services de l'Etat qui nous accompagnent dans notre réhabilitation sont favorables à ces travaux.

M. Eric GARCIA informe qu'il faudra peut être revoir le prix des branchements de l'eau assainie, ce qu'acquiesce M. le MAIRE.

M. Eric GARCIA explique que l'équilibre du budget primitif s'établi grâce à un emprunt d'équilibre, ce dernier est inscrit sans l'obligation, cependant de le réaliser tout dépendra du résultat financier.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

### **DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : De réaliser la reprise anticipée des résultats du budget 2013 Assainissement comme suivant :

Excédent de fonctionnement : 58 626,09 €

Excédent d'investissement : 85 914,68 €

**ARTICLE SECOND** : D'adopter le budget primitif 2014 qui s'établit comme suit :

**Dépenses de fonctionnement** : Propositions nouvelles 2014 : 137 157,09 €

<b><u>Recettes de fonctionnement</u></b> :	Excédent fonctionnement 2013 :	58 626,09 €
	Propositions nouvelles 2014 :	78 531,00 €
	Total :	137 157,09 €

<b><u>Dépenses d'investissement</u></b> :	Restes à réaliser 2013 :	11 960,00 €
	Propositions nouvelles 2014 :	304 185,85 €
	Total :	316 145,85 €

<b><u>Recettes d'investissement</u></b> :	Excédent d'investissement :	85 914,68 €
	Propositions nouvelles 2014 :	230 231,17 €
	Total :	316 145,85 €

**Adopté à l'unanimité**

#### **14. RENOUVELLEMENT CONVENTION CENTRE DE GESTION 83 ET FONCTION A.C.F.I.**

Madame Sylvie LEBORGNE, Adjointe déléguée aux affaires scolaires et au tourisme, expose aux membres de l'Assemblée délibérante que dans le domaine de la sécurité du travail, les autorités territoriales ont l'obligation de nommer un Agent Chargé de la de la prévention et un Agent Chargé de la Fonction d'Inspection (ACFI).

C'est ainsi que depuis 2002, le Centre de Gestion a développé un pôle Santé Sécurité employant 5 professionnels de la prévention pour assurer cette mission.

Le Centre de Gestion propose donc à la Commune d'adhérer à leur convention qui court pour la période 2014-2016 et qui ouvre le droit, sur cette période, à au moins 1 intervention assortie d'autant de visites que nécessaires pour mettre en place la politique de prévention des risques professionnels de la Commune (organisation de réunions de sensibilisation, formations, assistance dans la mise en place de documents réglementaires...).

Le coût de cette prestation s'élève pour 2014 - 2016 à 450 euros/an.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

#### **DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : De conclure la convention régissant la fonction d'inspection dans le domaine de la prévention des risques professionnels confiée au Centre de Gestion du Var.

**ARTICLE SECOND** : D'autoriser le Maire à signer la dite convention et à réaliser l'ensemble des procédures nécessaires à l'application de la présente décision.

#### **Adopté à l'unanimité**

#### **15. REHABILITATION DE LA STATION D'EPURATION ET DEMANDE DE SUBVENTIONS AUPRES DE L'AGENCE DE L'EAU.**

Monsieur le Maire expose aux membres de l'assemblée délibérante qu'il est nécessaire de réaliser la réhabilitation de la station d'épuration communale, quartier de l'Eraude.

En effet, il est à considérer l'évolution réglementaire en matière d'assainissement collectif, la date de construction de cet équipement et les orientations du S.D.A.G.E (schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) notamment son orientation fondamentale n°5A et la pérennisation des acquis épuratoires notamment par l'exploitation des ouvrages.

Il convient de réaliser la remise en état du puits de relevage, du décanteur digesteur, du caniveau par la mise en place d'un caniveau en inox 304 L.

En outre, il faut procéder au remplacement du dégrilleur, du sprinkler, de la goulotte en périphérie haute du bassin, du clarificateur, ainsi que du racleur dans le caniveau de comptage de sortie.

Enfin, outre l'enlèvement des galets, 220 m<sup>3</sup> de pouzzolane seront mis en place dans le lit bactérien.

Afin d'assurer la pérennité du traitement des eaux usées et veiller à l'absence de pollution pendant cette période de travaux, les services étatiques ont imposé à la Commune une fin des travaux avant le printemps (fin mars 2014).

L'opération s'élève à 188 868,5 € H.T. (Les travaux sont évalués à 170 908,5 € H.T. ; la Maîtrise d'œuvre à 12 300 € H.T. et les missions contrôle technique et S.P.S. à 5 660 € H.T.)

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

#### **DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : D'adopter le projet de travaux de réseaux d'assainissement portant sur la réhabilitation de la station d'épuration communale, quartier de l'Eraude.

**ARTICLE SECOND** : De réaliser cette opération d'assainissement collectif dans le cadre de la réglementation technique en vigueur.

**ARTICLE TROISIEME** : De solliciter l'aide de l'Agence de l'Eau pour la réalisation de cette opération selon le tableau de répartition comme suivant :

ORGANISME FINANCEUR	SUBVENTIONS SOLLICITEES	%
AGENCE DE L'EAU	94 434,25 €	50%
AUTOFINANCEMENT DE LA COMMUNE	94 434,25 €	50%
TOTAL	188 868,5 €	100%

**Adopté à l'unanimité**

**16. FIXATION DU MONTANT D'UNE BASE SERVANT A L'ETABLISSEMENT DE LA COTISATION MINIMUM.**

Après un débat, l'assemblée délibérante décide de reporter le point dans l'attente de connaître les entreprises impactées et les conséquences d'une modification des bases. MONSIEUR LE MAIRE sollicite Monsieur Eric Garcia en sa qualité d'Adjoint aux Finances afin qu'il puisse fournir les éléments financiers pour le prochain conseil municipal.

*Monsieur Eric BESSONE quitte la salle à 19h42.*

**17. ACQUISITION PARCELLE AW 286 PARTIE (261M²)**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Code des Domaines de l'Etat,

**Vu** le décret n°86-455 du 14 mars 1986 modifié,

Monsieur le Maire expose aux membres de l'Assemblée délibérante que la voirie permettant l'accès à l'école maternelle, aux équipements sportifs de la Commune ainsi qu'à l'écomusée, appartient pour partie à la SCA la Guilde des Vignerons soit 261m².

Afin d'assurer la sécurité et l'entretien et la pérennité de l'ensemble de cette voie, il convient de procéder à l'acquisition de la parcelle AW 286 partie, d'un intérêt municipal certain.

**Après en avoir délibéré, le Conseil municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER :** De proposer un montant de 12 000 euros pour l'acquisition de 261 m² de terrain parcelle AW 286 partie.

**ARTICLE SECOND :** De procéder à la signature d'un acte de vente en la forme administrative,

**ARTICLE TROISIEME :** De charger Monsieur Garcia Eric de représenter la Commune du Thoronet pour cette acquisition, conformément à la réglementation en vigueur,

**ARTICLE QUATRIEME :** De charger Monsieur le Maire de procéder à l'ensemble des formalités induites à la présente délibération.

**Adopté à la majorité**

*Contre avec proposition à 10000€ : Messieurs Alain MARTIN et Guy HILY.*

*Monsieur Eric BESSONE réintègre la salle à 19h51.*

### **INFORMATIONS DIVERSES**

*Départ de Mme Eliane LAMBERT CONSTANT à 19h53.*

*Départ de M. Stéphane DOTTA à 20h.*

#### **Par Monsieur le Maire :**

- Lecture courrier adressé à la Préfecture du Var portant sur la demande de classement de la Commune en état de Catastrophe naturelle suite aux inondations du 18 au 20 janvier 2014.
- Remerciements adressés aux C.C.F.F., aux bénévoles, pompiers, gendarmes et aux employés de la Mairie. (Mme Annick PELLERIN, sinistrée fait de même en son nom et remercie également les élus de leur soutien).
- Plan de Prévention des Risques naturels d'Inondations (P.P.R.I.) et enquête publique : lecture des extraits du rapport établi par Monsieur COZETTE, commissaire enquêteur donnant un avis favorable au PPRI tout en préconisant des aménagements du règlement.
- Colis de Noël : lecture des remerciements.

#### **Par Monsieur MARTIN Alain :**

- Rencontre avec Mme PIERRE, du Logis Familial Varois pour déterminer ce qui peut être entrepris pour que le Hameau ne connaisse plus d'inondations liées aux eaux de ruissellement.

**Séance clôturée à 20h25.**

**Le secrétaire de séance**

**M. Guy HILY**